

Pour ce qui est de la première question concernant la SEE et la CCC, vous me permettez de prendre cette question en délibéré. Je ne pense pas qu'il y ait eu de grands changements dans les objectifs. Ce n'était peut-être qu'un point soulevé dans les mémoires présentés par ces deux organismes. Il y a peut-être quelque léger changement de politique, mais j'aimerais attendre un peu avant de donner au député une réponse complète et circonstanciée.

● (1610)

M. Fulton: Monsieur le Président, j'aimerais interroger le président du Conseil du Trésor au sujet du ministère des Pêches et des Océans dont les dépenses en immobilisations ont été réduites d'environ 100 millions de dollars. Ma question est double. Tout d'abord, le ministre actuel des Pêches et des Océans (M. Fraser) a déclaré durant la dernière campagne électorale que l'on rachèterait des navires de la flotte de pêche de la Colombie-Britannique pour environ 100 millions et, deuxièmement, qu'on dépenserait 200 millions pour la mise en valeur du saumon. Ces deux articles de dépenses devraient appartenir à la catégorie des dépenses en immobilisations du ministère des Pêches et des Océans qui diminuent de 210 à 124 millions de dollars.

Tout d'abord, où sont inscrits ces 300 millions de dépenses en immobilisations pour la mise en valeur du saumon et le rachat de navires de pêche? Deuxièmement, quelle taille le président du Conseil du Trésor pense-t-il qu'atteindront les budgets supplémentaires à la fin de l'année financière? Consulterons-nous qu'on y a fait passer en douce des montants énormes pour les forêts, les pêches et les océans, ou considèrerons-nous que les prévisions budgétaires pour les pêches les océans sont raisonnablement exactes?

M. de Cotret: Monsieur le Président, je puis assurer le député que nous ne nous attendons pas à ce que les budgets supplémentaires servent à faire passer en douce des dépenses dont nous serions présentement au courant et dont nous ne voudrions pas parler. Il constatera plutôt que les réserves qui ont été allouées cette année sont inférieures à ce qu'elles étaient les dernières années. C'est surtout parce que nous avons tâché d'inscrire autant de dépenses connues dans le Budget principal au lieu de conserver des réserves plus considérables pour les budgets supplémentaires. Je puis assurer au député que le gouvernement est tout à fait engagé à pratiquer l'austérité, à maîtriser ses dépenses et à ne pas dépasser les montants des dépenses inscrits dans ces prévisions budgétaires.

M. Henderson: Monsieur le Président, ma question fait suite à celle de mon collègue. Elle a trait aux frais d'inspection des produits agricoles, et plus particulièrement des pommes de terre. Ai-je bien compris le président du Conseil du Trésor quand il a dit que seraient imposés des frais pour l'inspection sur place des pommes de terre de table de première qualité—ainsi qu'on l'annonçait dans l'exposé économique du ministre des Finances (M. Wilson) et dans une lettre adressée à l'Office de commercialisation de la pomme de terre et à l'Association des producteurs de pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard pour les prévenir de l'imposition de frais d'inspection de 33c. le quintal? J'ai peut-être mal compris, mais je crois que le président du Conseil du Trésor a dit qu'il s'agissait d'un fait

accompli, qu'on ne changera pas d'idée et que ces frais entrent en vigueur le 1^{er} avril 1985?

M. de Cotret: Monsieur le Président, je n'ai rien confirmé ni conclu sur ce point particulier. J'ai simplement fait une déclaration de principe au sujet du recouvrement des coûts pour tous les services du gouvernement.

M. le Président: Passons aux pétitions.

M. Malépart: Monsieur le Président, j'ai une brève question.

M. le Président: Je ferai remarquer en toute déférence que j'ai dit plus tôt aux députés que j'attendais de voir qui demandait à prendre la parole pour mettre un terme à la période des questions. Je permets une question.

[Français]

M. Malépart: Monsieur le Président, j'aimerais poser une très courte question au président du Conseil du Trésor. Je regardais au niveau des crédits en ce qui concerne les dépenses de l'agriculture, puis je ne les trouve pas à l'intérieur. Est-ce qu'il peut m'indiquer à quel endroit je pourrais trouver l'engagement qui avait été pris par son collègue, le ministre des Travaux publics (M. La Salle), en ce qui concerne les 13 millions de dollars pour aider les agriculteurs dans le domaine du porc? A l'intérieur de ces crédits-là, je ne trouve pas cette somme d'argent-là.

M. de Cotret: Monsieur le Président, je pense que cette question-là, comme le sait très bien mon honorable collègue, est discutée depuis plusieurs mois, et qu'il est bien entendu que cela ne serait pas dans les prévisions que l'on a présentées aujourd'hui. Mais c'est certainement un dossier que l'on examine de très près.

* * *

PÉTITIONS

ON DEMANDE DE NE PAS ABOLIR L'AIDE ACCORDÉE À L'ASSOCIATION CARROUSEL DU P'TIT MONDE D'ANJOU INC.

M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard-Anjou): Monsieur le Président, à la demande de mes commettants, les membres du Carrousel du P'tit Monde d'Anjou Inc., j'ai l'honneur de présenter à cette Chambre une pétition, demandant que l'aide apportée durant les années précédentes à cette association par Canada au Travail ne soit pas abolie. Cinq postes créés pour structurer et maintenir la bonne marche du Carrousel, une organisation d'entraide et de formation pour les jeunes familles sont en jeu.

[Traduction]

LE RÉTABLISSEMENT DE L'ÉMISSION DE TÉLÉVISION *THE FRIENDLY GIANT*

M. Iain Angus (Thunder Bay-Atikokan): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition signée par 205 citoyens du Canada qui demandent le rétablissement de l'émission *The Friendly Giant* diffusée à la télévision par le réseau anglais de Radio-Canada. Les pétitionnaires font valoir que cette émission est exceptionnelle de par le rôle éducatif qu'elle joue et parce qu'elle promeut l'identité et la culture canadiennes.